

Une ville dans le noir

Par [JFB](#) le mar 13/12/2011 - 11:12



Dans les journaux hongrois on parle beaucoup

d'Esztergom. Mais ce n'est pas le charme de cette ville qui agite la presse, mais plutôt les événements à répétition qui marquent de manière scandaleuse sa vie publique.

Après les élections municipales du 3 octobre 2010, une situation hors du commun s'est installée à Esztergom. Éva Tétényi a été élue maire sans étiquette en remportant les 2/3 des suffrages contre le député maire sortant, Tamás Meggyes. Toutefois, les élus du Fidesz sont restés majoritaires au sein du conseil municipal (les électeurs votent d'une part pour le maire et d'autre part pour le conseil municipal). Ils sont menés par Tamás Meggyes et sabotent en permanence les initiatives du nouveau maire. La situation budgétaire est très critique. Quand Tétényi a été élue, elle s'est aperçu qu'elle avait hérité d'un endettement supérieur à 25 milliards de forints (83 millions d'euros), ce qui fait d'Esztergom la ville la plus endettée/habitant en Hongrie.

Rupture des services publics

Outre les problèmes liés à la prise de décision, la municipalité d'Esztergom est en effet confrontée à des problèmes financiers quasi insurmontables. La ville doit faire face à une dette énorme accumulée par l'ancien maire Fidesz. A la mi-novembre, la situation est devenue insoutenable en raison d'une créance notamment due à la

société HunGast Esztergom Kft d'un montant supérieur à 100 millions de forints (330 000 d'euros). Cette société prépare et livre les repas dans les cantines d'écoles et maisons de retraite de la ville.

La ville doit également 131,5 millions de forints (438 000 d'euros) à la Tivi Kft en charge de l'éclairage public.

Il faut noter que la HunGast Esztergom Kft a pour actionnaire majoritaire à hauteur de 51 % la holding Strigronium qui appartient à 100 % à la ville d'Esztergom. Les comptes de cette holding qui regroupe plusieurs sociétés de la ville sont cachés à Éva Tétényi.

Une solution se profilait pourtant puisque Éva Tétényi et Balázs Steindl, le président du groupe Fidesz, avaient déposé une proposition commune pour payer une partie des créances aux deux sociétés à hauteur de 27 millions de forints (90 000 euros). Mais le 23 novembre dernier, Steindl ne s'est pas présenté à la session du conseil municipal durant laquelle le vote était prévu. Tamás Meggyes a proposé en toute connaissance de cause le paiement de seulement 10 millions de forints (33 000 euros), bien moins que ce qui avait été décidé entre Éva Tétényi et Balázs Steindl. Cette mesure a été votée. Une proposition inacceptable pour les deux prestataires de services. La HunGast Esztergom Kft. et la Tivi Kft ont décidé alors de suspendre leurs prestations. Pendant les deux jours qui ont suivi, les 1 500 enfants des écoles primaires et maternelles d'Esztergom ont reçu des repas chauds grâce à la Gyermekétkeztetési Alapítvány (Fondation de Restauration des Enfants). Tivi Kft, quant à elle, a éteint une partie des voies publiques.

Il semblerait que le groupe Fidesz d'Esztergom, Tamás Meggyes en tête, a délibérément décidé de supprimer les repas et l'éclairage public pour faire porter la responsabilité de ces dysfonctionnements à Éva Tétényi.

Dénouement

Le conseil municipal s'est à nouveau réuni le vendredi 25 novembre et les élus ont réussi à s'entendre pour voter en urgence le remboursement d'une partie de la dette à ces deux sociétés. Le Maire en a profité pour demander une nouvelle fois la dissolution du conseil municipal, mais cette proposition a été rejetée par les 10 conseillers municipaux Fidesz. Au même moment, les habitants ont organisé une manifestation devant la mairie pour afficher leur mécontentement. Ils ont demandé à ce que les conseillers municipaux Fidesz démissionnent et ont bloqué la sortie des

élus. Après avoir reçu leur argent, la HunGast et la Tivi Kft ont repris leurs prestations le 28 novembre. Mais cette solution est provisoire et dans un mois la situation risque de se renouveler...

Parallèlement Tibor Navracsics, ministre de l'Administration Publique et de la Justice, a pris l'initiative d'étatiser 9 établissements municipaux, dont l'hôpital, pour assurer leur fonctionnement.

Le dernier conseil municipal s'est déroulé en présence d'un membre du Bureau de la représentation départementale du gouvernement, sans la présence de Meggyes.

Rita Szabó

- 5 vues

Catégorie

Agenda Culturel